France: la mobilisation lycéenne continue

Issued on: 09/10/2026 - 12:30

Transcription :

Après l'importante journée de mobilisation lycéenne, hier, un peu partout dans le pays, les élèves réclament toujours davantage de moyens pour une meilleure éducation, à savoir des classes moins chargées et des professeurs remplacés. Pas question de reprendre les cours tant que le gouvernement restera sourd à ces principales revendications. C'est le cas, en tout cas, à Paris, dans ce lycée, le lycée Colbert, dans le 10? arrondissement de la capitale, où une soixantaine d'élèves ont décidé de monter des barricades devant leur établissement. Pour RFI, Sylvie Koffi était présente.

Le gouvernement multiplie les signes d'apaisement. Il propose un temps de dialogue, un temps de démocratie interne au sein des lycées. François Guedj soutient ses

élèves dans leurs revendications. Ce syndicaliste et professeur d'histoire-géographie a du mal à comprendre la stratégie du gouvernement.

« On n'a pas compris si ça commençait aujourd'hui, demain ou après-demain. Ça, c'était le Premier ministre. C'est repris en main par le ministre de l'Éducation, qui parle de banalisation d'une demi-journée, puis dans les communications des chefs d'établissement, qui sont très, très furieux de cette façon de faire. On nous parle d'échanger avec nos élèves pendant la première heure de cours, au moment de la reprise. Donc, on est loin du compte. Voilà. Et puis, ce qu'on a vu hier, c'est la détermination de nos lycéens, des étudiants qui les rejoignent, avec des questions très concrètes, très précises, qui s'adressent et au gouvernement et aux collectivités locales quand il s'agit de dégradation du bâti, et auxquelles, pour le moment, il [n']y a pas de réponses qui sont apportées. »

Une autre proposition pour sortir de la crise. Le ministre de l'Éducation nationale a lancé une plateforme où chaque lycéen va pouvoir faire remonter ses difficultés. Chloé est lycéenne, elle est sceptique.

« C'est [Ce n'est] pas suffisant. Tout ça, juste pour une plateforme d'écoute, alors qu'on [ne] sait même pas s'il va vraiment y avoir des actions après. Je trouve que c'est, quand même, un peu faible de la part du gouvernement. »

Dès ce jeudi, plusieurs syndicats de l'éducation appellent à une nouvelle journée de mobilisation.